



Les dix ans de l'Institut

Marcel Trudel

Volume 10, Number 1, juin 1956

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301740ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301740ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Trudel, M. (1956). Les dix ans de l'Institut. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 10(1), 3–12. <https://doi.org/10.7202/301740ar>

LES DIX ANS DE L'INSTITUT *

L'Institut d'histoire de l'Amérique française, formé d'historiens au visage austère et au cœur chargé des préoccupations séculaires, se donne aujourd'hui un petit air de frivolité pour célébrer son dixième anniversaire : les mines se réjouissent, les bouches se font congratulantes, on banquète amplement. N'oublions pas pour autant que cette fête est aussi celle du fondateur de l'Institut, le chanoine Lionel Groulx : pas de chanoine Groulx, pas d'Institut et, ce qui est peut-être aussi triste, point de banquet.

A une époque où nous pouvions croire que le chanoine Groulx avait terminé sa carrière et qu'il n'avait plus qu'à se laisser pousser délicieusement vers le Panthéon, voici que le chanoine Groulx recommençait, en somme, une nouvelle carrière, à l'âge de 68 ans ; à peu près comme cet aimable personnage de l'histoire étatsunienne, Benjamin Franklin, qui, à l'âge de 70 ans, commençait une longue carrière diplomatique. A 68 ans, le chanoine Groulx décidait donc de fonder un Institut et de lancer une revue. Planter à cet âge ! disaient les sceptiques. Et l'on pensait communément : « Cela va bien durer un an ou deux » ; les plus optimistes parlaient de quatre ou cinq ans, mais, comme toujours, il y avait des écervelés pour compter jusqu'à dix. Le chanoine Groulx a dû se dire à ce moment-là : « Je ne serai plus là l'an prochain, mais il y aura la relève » ; l'année suivante, moins hésitant, il a dû penser : « Si je ne suis pas là l'an prochain » ; puis, le succès aidant, il s'est dit : « J'en ai bien encore pour quelques années », et il s'est soumis de bon cœur à cette deuxième jeunesse. Au bout de l'étape que nous terminons ce soir, le chanoine Groulx va peut-être nous parler d'âge avancé (et il faut

* Avec une anticipation de quelques mois, l'Institut d'Histoire de l'Amérique française a profité de sa réunion générale du 14 avril dernier, pour célébrer son dixième anniversaire. L'un de nos directeurs, M. Marcel Trudel, professeur d'Histoire du Canada à l'Université Laval (Québec), a bien voulu faire le bilan de ces dix ans d'existence, lors du banquet qui clôtura cette réunion.

reconnaître que 78 ans, c'est fort impressionnant), il va peut-être aussi nous parler de fatigues et d'années rares qui lui restent; pour lui faire plaisir, nous nous donnerons l'air d'y croire. Il y aurait tout de même son ami, Victor Morin, qui à 90 ans pourrait avec raison reprocher au chanoine Groulx d'entonner avec trop de ferveur son *Nunc dimittis*. Et je me demande si, à l'issue de cette fête, le chanoine Groulx ne rentrera pas en son logis en rêvant malgré lui à quelque congrès grandiose pour fêter le vingt-cinquième anniversaire de l'Institut. Les grands projets prolongent l'existence.

Cependant, ce n'est pas sur l'avenir de l'Institut que nous voulons nous pencher ce soir, mais sur son passé. L'histoire a chez nous une bien curieuse histoire. Dans un pays où l'on fait si souvent appel au passé, dans un pays où la préoccupation du passé s'est identifiée à la résistance elle-même, eh bien ! l'étude systématique de l'histoire comme discipline réglée, date de seulement 1946. Ce n'est qu'à partir de 1946 que les universités canadiennes-françaises ont décidé d'inscrire dans leur programme la formation d'historiens par des cours réguliers et par des professeurs spécialisés. Il y avait déjà évidemment des conférences universitaires d'histoire et même des titulaires d'histoire, mais c'étaient des titulaires sans tribune régulière, c'étaient des conférences universitaires pour un grand public. Et en cette même année 1946, où l'histoire devient dans les universités une discipline réglée, le chanoine Groulx fonde un Institut d'histoire de l'Amérique française et une revue spécialisée d'histoire. Il n'y a pas simple coïncidence. Ce ne sont pas là des fondations qui se sont donné le mot pour paraître dans une même conjoncture à caractère mystérieux ou apocalyptique. Ces fondations, je pense, se sont hâtées les unes les autres par une heureuse rivalité. Je laisse à quelque faiseur de thèse de l'an 2,000 le soin de chercher qui donna la chiquenaude initiale. En tout cas, en même temps que l'histoire s'élevait au rang des disciplines proprement universitaires, un Institut non-universitaire, ou mieux, un Institut supra-universitaire allait tenter, sous la direction du chanoine Groulx, de grouper les travailleurs de l'histoire.

Avouons que la chose paraissait difficile: des traditions imposées par la géographie humaine n'étaient pas de nature, à première vue, à préparer les voies. Quand les sorciers de Stadaconé veulent empêcher Cartier de se rendre à Hochelaga et quand les Québécois refusent une barque aux Montréalistes en 1641, ils posent deux gestes d'une profonde signification historique. Et puis, il y a bien des provinces à l'intérieur de la province de Québec, toutes aussi fières et aussi autonomistes que la province elle-même: les ouvriers de l'histoire régionale s'habituèrent à travailler dans l'isolement; les uns, bercés par les grandes marées du Bas-du-Fleuve, se trouvaient heureux comme sur une île; les autres ne cherchaient pas à traverser de longues forêts pour contacter leurs voisins; on savait très bien que dans la lointaine Acadie, du côté du lac Supérieur et vers la mer de l'ouest, il y avait aussi des travailleurs de l'histoire, mais les historiens se connaissaient sans trop chercher l'occasion de mettre en commun leurs préoccupations. Et pourtant, les contacts étaient nécessaires, la collaboration pouvait rendre service à tout le monde.

La fondation d'un Institut d'histoire de l'Amérique française est venue changer tout cet état de choses. Les diverses sociétés régionales d'histoire ont accepté de faire partie de l'Institut et ce n'était pas là une simple affiliation nominale ou même administrative: ces sociétés régionales trouvaient dans l'Institut un laboratoire pour analyser, en commun avec les historiens, leurs problèmes particuliers; elles trouvaient aussi pour faire connaître leur travail la tribune annuelle en congrès et la tribune périodique des séminaires d'histoire. Et c'est ainsi que désormais, tous nous savons ce qui se fait en histoire dans l'une ou l'autre des parties de l'Amérique française; nous savons qu'en tel endroit on s'efforce de constituer de précieux fonds d'archives, qu'en tel endroit on a tenu tant de séances historiques au cours de l'année et que dans telle région, apparemment isolée, tel travailleur de l'histoire cherche ceci ou cela. Et l'on peut en dire autant du domaine universitaire: grâce à l'Institut d'histoire de l'Amérique française, jamais les professeurs n'ont eu aussi souvent et dans un climat aussi favorable l'occasion de se rencontrer pour parler d'histoire; ce n'est plus vérité au delà du Saint-

Maurice et erreur en-deçà, mais c'est des deux côtés de la rivière la même recherche désintéressée de la vérité et les mêmes résultats mis en commun.

Loin de moi, cependant, la pensée de vouloir soutenir que la collaboration entre des historiens de langue française date de seulement 1946. Nous avons parfois tendance à nous croire les premiers à entrer en scène, parce que la voix de nos prédécesseurs s'est éteinte. Nous ne devons pas l'oublier : si nous avons acquis un certain niveau de progrès, si nous nous posons à l'esprit certains problèmes nouveaux avec un éclairage qui nous paraît nouveau, nous le devons à ceux qui, dans des conditions souvent plus difficiles que les nôtres, nous ont fait un chemin dans la mesure où le permettaient les ressources d'une discipline encore pauvrement organisée. Si l'Institut d'histoire de l'Amérique française a réussi dès sa fondation à grouper presque tous ceux de langue française qui se dévouent à l'histoire, c'est que bien des fois, dans le passé quelqu'un avait tenté la même expérience et que des expériences répétées avaient enfin créé le climat nécessaire. Parmi ces expériences, signalons au moins ce groupe d'historiens canadiens-français, membres de la Société royale du Canada, qui dans la première partie de notre siècle ont, pour ainsi dire, lancé et soutenu un grand mouvement de recherches historiques. D'autres expériences ont démontré que le travail en commun pouvait être un phénomène tout naturel : nous songeons à cette Société des Dix, formée de dix historiens qui se réunissent dix fois l'an et qui, chaque année, publient ensemble dix travaux dans un même *Cahier*, et cela depuis vingt ans. Ces expériences ont fini par créer chez nous un *habitus* et je pense qu'on peut y voir une explication du grand succès de notre Institut. Mais il y a aussi une autre explication : elle se trouve dans la constitution même de l'Institut. Alors que la Société des Dix, par exemple, demeure un groupe exclusif à dix historiens et strictement privé dans ses manifestations, ou que telle autre société qui a des manifestations publiques n'admet qu'un nombre restreint de membres qu'elle veut en somme récompenser, l'Institut d'histoire de l'Amérique française fait appel indistinctement à tous les individus et à toutes les sociétés qui veulent faire de

l'histoire. Et cet appel a été entendu : les Instituts universitaires ont constamment apporté une collaboration généreuse, les sociétés historiques régionales sont nombreuses au sein de l'Institut, et il est très encourageant de compter parmi nous des représentants de presque toutes les sociétés académiques canadiennes-françaises.

C'est véritablement une extraordinaire communauté de biens qui s'est opérée chez les historiens canadiens-français en l'espace de dix ans.

En même temps qu'il fondait l'Institut d'histoire de l'Amérique française, le chanoine Groulx lançait une revue spécialisée d'histoire. Depuis la *Bibliothèque canadienne* publiée par Michel Bibaud à partir de 1825, il y avait toujours eu au Canada français des revues pour diffuser des articles sur l'histoire, mais ces articles devaient subir le voisinage, pas toujours favorable du roman et de la poésie : l'histoire parvenait au public dans les mêmes conditions que ces premiers livres d'importation que la publicité des anciennes gazettes énumère entre un baril de clous et un rouleau de toile. J'exagère à plaisir, sous l'influence de la littérature . . . car, dans certaines revues, l'histoire pouvait s'honorer de tenir compagnie parfois à certains de nos rares bijoux littéraires ; et, dans certaines revues aussi, on faisait la part généreuse à l'histoire : par exemple, la *Revue canadienne*, pour n'en citer qu'une ancienne ; il y avait encore le *Bulletin des recherches historiques*, bulletin de dimensions restreintes et destiné surtout à servir d'outil dans la recherche ; mais la revue exclusivement consacrée à l'histoire n'existait pas encore. En lancer une en 1947, c'était couronner la fondation de l'Institut, mais c'était aussi un geste téméraire qu'on ne pardonne qu'aux jeunes. Songez qu'il fallait, chaque année, faire absorber au public en quatre doses un volume de plus de six cents pages. C'était, à première vue, le problème le plus inquiétant ; mais il y en avait un autre : celui d'assurer à cette revue spécialisée une collaboration continue d'articles au moins satisfaisants ; avant d'écouler les mille exemplaires sur le marché, il fallait d'abord assurer ce minimum de qualité pour que la revue mérite de figurer au rang des revues spécialisées. On pouvait penser en 1947 que les historiens de

carrière n'étaient pas assez nombreux pour soutenir une revue historique, mais l'on peut affirmer que la revue a suscité elle-même les historiens dont elle avait besoin : non seulement elle s'est trouvée à servir de débouché fort honorable aux travaux des diplômés de nos Instituts universitaires, mais elle est allée chercher, on ne sait comment, quelque travailleur solitaire sur une île sans nom.

La naissance de la revue a été saluée avec beaucoup d'encouragements polis ; on souhaitait longue vie au nouveau-né, persuadé que sa vie ne tenait qu'à un souffle. La première livraison fit son chemin, même si la troisième page liminaire, dans sa hâte de paraître, se glissa avant la deuxième. A la grande surprise des pessimistes, il vint une deuxième livraison, puis une troisième, et finalement on eut tout un volume de 640 pages, et le directeur de la revue parlait toujours de continuer. Alors, on décida de s'abonner... Les retardataires en furent pour leur peine, car la première livraison était épuisée ; la revue acquérait une valeur d'autant plus grande que la première livraison devenait introuvable ; et c'est ainsi que les enthousiastes de la onzième heure en sont réduits, pour compléter leur collection, à souhaiter que les premiers fidèles passent enfin dans ce monde meilleur où la vision de l'histoire peut se passer d'une livraison trimestrielle.

Fondée dans la pauvreté, puisque, selon le mot du chanoine Groulx, « il n'y a que ça, chez nous, qui réussit », la revue a duré : avec la livraison de juin, elle entrera dans sa dixième année. Son apport jusqu'ici est fort impressionnant : neuf volumes d'histoire spécialisée, dont chacun a en moyenne 625 pages. Les articles de fond, dont se composent ces neuf volumes, sont dus à 95 historiens différents ; de ce nombre, les trois quarts sont du Canada français : voilà un aveu et dénombrement qui a de quoi faire rêver sur la richesse de notre classe professionnelle... Sans la revue, où ces 95 historiens auraient-ils publié leurs travaux ? sans la revue, combien parmi ces 95 historiens auraient songé à écrire le résultat de leurs recherches ?

Les matières de ces neuf volumes, comptant en tout 5629 pages, sont extrêmement variées : au début, on pouvait craindre à cause du nombre apparemment peu élevé des collaborateurs possi-

bles, que la revue restât limitée à quelques rares domaines spécialisés, mais cet inconvénient ne s'est pas produit, grâce aussi sans doute au choix opéré par la direction. Je ne veux pas gêner cette fin de banquet par un inventaire fastidieux de la revue; j'avoue d'ailleurs que je vous aurais volontiers imposé cet inventaire si j'avais réussi à le dresser: toute ma batterie de fiches était prête, mais c'est l'extrême diversité même des matières qui vous sauve... En ne tenant compte que des articles de fond, disons en gros, après un calcul fait à la course et que je recouvre d'un masque de précision, que l'on a consacré à la période des débuts jusqu'à 1760 un total de 1,630 pages; à la période qui comprend 1760 à 1900, un total de 1,189 pages: c'est dire que la revue atteint, à peu près, sans le vouloir, un juste équilibre. De plus, ce que je ne compte pas dans le recensement précédent, la revue a consacré aux anciennes colonies-sœurs du Canada de jadis: l'Acadie, la Louisiane et les Antilles un total de 566 pages.

Les travaux bibliographiques sont imposants avec leur somme de 341 pages: de quoi faire un gros volume. En lançant sa revue, le chanoine Groulx annonçait que « pendant un an ou deux, deux spécialistes y écriront, à tour de rôle, un chapitre de méthode historique »: la promesse a été tenue et prolongée; ces traités de méthode historique écrits par des spécialistes couvrent 130 pages. Enfin, il faut signaler une part importante des recensions qui complètent les traités de méthode historique: ces recensions couvrent 719 pages. Le chanoine Groulx ajoutait: « Les directeurs de l'Institut vont faire de leur mieux pour que l'entreprise ne soit pas une aventure, encore moins une déception »; sans vouloir à tout prix faire l'éloge du groupe auquel j'ai l'honneur d'appartenir, nous avons le droit d'éprouver une légitime fierté devant l'œuvre accomplie: la mise en commun des efforts de ces neuf années a fait largement progressé la connaissance et la méthode historiques.

L'Institut d'histoire de l'Amérique française, au moment où il parut, avait un autre projet aussi important pour le progrès de l'histoire; le chanoine Groulx écrivait dans son manifeste: « (L'Institut) aidera à la publication d'ouvrages historiques ». Le fondateur avait alors en vue un organisme qui aiderait à la

publication des travaux spécialisés en histoire, travaux qui paraîtraient dans une collection, *Les Études de l'Institut d'histoire de l'Amérique française*. Cette aide de l'Institut était de la plus urgente nécessité. Est-il vraiment nécessaire, Mesdames et Messieurs, de vous rappeler ici les conditions pénibles, je ne dis pas du travail intellectuel (car il apporte de grandes joies en compensation), mais je veux parler des conditions pénibles de la diffusion de ce travail ? Un historien, pendant plusieurs années, consacre tous ses loisirs et le meilleur de ses forces à rédiger une œuvre : et lorsque, après un long travail acharné, il signe enfin son manuscrit, c'est à ce moment que commence pour lui le drame le plus déprimant : celui de l'édition. Dans la société d'aujourd'hui, les historiens doivent s'éditer à leur propre compte ou donner tout simplement leur manuscrit. S'ils sont leurs propres éditeurs, ils doivent engager dans l'entreprise leur argent personnel ; s'ils parviennent d'ailleurs à récupérer les fonds qu'ils ont mis, ils peuvent estimer que c'est là un grand succès ; de plus, comme les chercheurs étaient toujours absents quand la fortune a passé par là, ils sont obligés d'emprunter deux ou trois mille dollars pour éditer une œuvre, et l'on assiste à ce spectacle d'historiens qui continuent à publier des œuvres invendables alors qu'ils sont encore sous le poids des dettes contractées pour des œuvres précédentes. Il est donc plus commode pour l'historien de donner son manuscrit : mais le problème est alors de trouver quelqu'un qui veuille bien accepter ce cadeau. Et l'on s'étonne ensuite que des auteurs cessent tout à coup de publier, et l'on s'étonne que si peu de travaux historiques voient le jour.

C'était pour corriger ce triste état de choses que l'Institut se proposait de réunir des fonds pour aider à la publication des œuvres spécialisées, mais l'Institut comptait, pour cela, sur une assistance généreuse de la société canadienne-française. Or l'appel n'a pas été entendu. L'Institut a bien fait paraître 5 volumes d'histoire dans sa collection des *Études : Iroquoisie* de M. Desrosiers, deux volumes de M. Frégault sur Bigot, un autre volume de M. Frégault sur Vaudreuil, et la biographie de Jolliet par le P. Delanglez ; mais chacune de ces publications a été

une entreprise personnelle de l'auteur. Dans une partie essentielle de son programme, l'Institut doit avouer un échec complet.

Cet échec, ce n'est pas l'Institut qui en est le responsable, c'est hélas ! toute la société canadienne-française. En 1838, Durham avait jugé très sévèrement cette société qui à ce moment n'avait pas encore d'histoire, ni de littérature, ni de théâtre national ; il en avait conclu qu'une société aussi dépourvue ne méritait pas d'être maintenue et qu'il fallait l'absorber dans une société plus avancée. Aujourd'hui, la société canadienne-française a de l'histoire et de la littérature, mais dans quelle mesure leur sert-elle de soutien ? cette société canadienne-française ne donne, à ma connaissance, aucun octroi de recherche ; elle ne donne aucun octroi de publication : c'est du côté d'Ottawa que nous vient cette manne précieuse, et quand elle ne vient pas, il n'y a plus rien d'autre à espérer. Cette société canadienne-française se montre fort réticente devant la librairie. Nous sommes pourtant au Canada quatre millions et demi de Canadiens français. Comment se fait-il donc, lorsqu'il paraît une étude historique spécialisée, comment se fait-il que ces quatre millions et demi de Canadiens français si passionnés pour leur histoire puissent à peine et fort lentement absorber un tirage de seulement mille exemplaires ? Ce que nous disons de l'ouvrage historique s'applique aussi cruellement à l'unique revue d'histoire du Canada français : écouler mille exemplaires sur le marché canadien-français est chaque fois un problème inquiétant. Plus d'un siècle après le *Rapport Durham*, nous en sommes encore réduits à déplorer que la société canadienne-française soit incapable de soutenir son histoire nationale. Cette société canadienne-française pour laquelle nous nous sacrifions et pour laquelle, au besoin, nous combattons, il lui reste encore à démontrer jusqu'à quel point elle est digne de survivre.

En ce jour de fête, je serais tenté de dire en ce jour de fête nationale, ce n'est pas là une note très gaie, mais c'est une note réaliste : assurément, l'Institut d'histoire de l'Amérique française a prouvé que les historiens sont prêts à travailler en commun pour donner à leur énergie commune une force centuplée ; l'Institut a prouvé, même dans la pauvreté, qu'il pouvait mainte-

nir une revue de haute valeur; il a prouvé que la littérature historique est abondante et de qualité supérieure: il appartient maintenant à la société canadienne-française de prouver qu'elle mérite tous ces efforts et qu'elle est capable de soutenir dignement son histoire nationale.

Marcel TRUDEL,
*Professeur d'Histoire du Canada
à l'Université Laval (Québec).*

ARTICLES À PARAÎTRE DANS LA LIVRAISON
DE SEPTEMBRE :

Guy Frégault: *L'Empire britannique et la conquête du Canada (1700-1713).*

Marcel Trudel: *Les Récollets sous le régime militaire.*

Robert Rumilly: *L'Affaire des Ecoles juives (1928-1931).*

G. F. G. Stanley: *Le journal d'un militaire au Nord-Ouest canadien (1885).*

Jean Côté, s.j.: *Domestique séculier d'habit, mais religieux de cœur.*